

Résolution sur le retour et la réintégration des détenus du centre de détention de Guantanamo

2009/2516(RSP) - 26/01/2009

Les ministres se sont félicités de la décision prise par le président des États-Unis, M. Barack Obama, de fermer dans l'année le centre de détention de Guantanamo.

Même si la responsabilité de la fermeture de Guantanamo incombe au premier chef aux États Unis, les ministres ont examiné les possibilités d'aider les États-Unis, compte tenu de leurs intérêts communs dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, des droits de l'homme et de l'État de droit.

Les ministres ont admis que cela soulève un certain nombre de questions politiques, juridiques et du point de vue de la sécurité, qui doivent faire l'objet d'un examen approfondi et de nouvelles consultations. La question de savoir si **les États membres pourraient accepter d'anciens détenus** relève de décisions nationales, mais les ministres se sont entendus sur l'opportunité d'apporter une **réponse politique commune** et ont donc décidé d'étudier la possibilité d'une action européenne coordonnée. Les ministres de la justice et des affaires intérieures devront être associés à cette réflexion.

Les ministres reviendront sur ce point lorsque certains éléments auront été clarifiés.